

MONDE

Trois jours de deuil national en Tunisie, en mémoire des quelque 100 victimes lors de la « révolution de jasmin ». Pour tenter de calmer les esprits, le gouvernement intérimaire conduit par le Premier ministre, Mohamed GHANNOUCHI, a offert une amnistie à tous les opposants politiques, y compris les membres de factions islamistes. Les gages d'ouverture donnés n'ont pas convaincu les Tunisiens qui ne décolèrent pas. Le peuple demande une rupture complète avec l'ancien régime. La presse insiste sur la nécessité de progrès politiques après la dissolution du bureau politique du RCD. La plupart des commerces étaient fermés en ce jour de prière et les forces de police restent mobilisées pour prévenir de nouvelles manifestations. L'armée aurait effectué des tirs de sommation pour ne pas que la situation dégénère. Une autre manifestation se tenait devant le Palais de justice, avocats et magistrats réclamant l'indépendance de la justice. Le Sénat français a mis en ligne sur Facebook sa synthèse des opinions sur le rôle du web dans la « révolution de jasmin ».

La position officielle de la France. « *La non-ingérence et le soutien à la liberté et à la démocratie demeurent au cœur de notre politique étrangère. Les circonstances mettent parfois ces deux principes face à face. Tel a été le cas avec les événements qui viennent de se dérouler en Tunisie* », a affirmé Nicolas SARKOZY. « *La France et tous les Français sont profondément heureux de voir la liberté et la démocratie s'établir dans ce pays ami avec lequel nos liens historiques et humains sont si forts. Notre souhait le plus cher est que cette évolution se fasse sans drame supplémentaire et que les Tunisiens, après avoir mis fin avec courage et dignité à un régime qu'ils rejetaient, trouvent le chemin d'une transition pacifique et exemplaire, afin qu'une démocratie solide et durable s'instaure en Tunisie* », a-t-il encore déclaré.

La polémique. Michèle ALLIOT-MARIE, sous pression après avoir proposé une aide de la France pour former les forces de l'ordre en Tunisie. Auditionnée par la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, elle a reconnu que la France avait été prise de court par la rapidité des événements en Tunisie. Le ministre d'Etat se dit en outre « *scandalisée par le fait que certains aient voulu déformer mes propos, qu'on les ait coupés, sortis de leur contexte pour vouloir leur faire dire, à des fins purement polémiques, le contraire de ce que je voulais dire, et notamment le contraire de ma sensibilité aux souffrances du peuple tunisien* ». François FILLON a dit devant les députés, « *Je veux dire toute ma confiance à Michèle ALLIOT-MARIE et rejeter l'utilisation malhonnête qui a été faite de ses propos.* ». Pour Martine AUBRY, Michèle ALLIOT-MARIE a fait une « *hallucinante déclaration* ». Elle estime que le ministre d'Etat devait en tirer les conséquences en démissionnant. Le socialiste Pierre MOSCOVICI et l'écologiste Cécile DUFLOT ont également réclamé sa démission.

Michèle ALLIOT-MARIE au Proche-Orient. Elle a exhorté Israël à « *mettre fin* » au blocus de la bande de Gaza lors de sa première visite dans ce territoire palestinien. La ministre française des Affaires étrangères a été conspuée par quelques dizaines de protestataires lui reprochant des propos qui lui ont été attribués, par erreur, au sujet du soldat franco-israélien Gilad SHALIT, enlevé en juin 2006, et actuellement aux mains du Hamas. Lors de l'incident (jets de chaussures et d'œufs sur la voiture) la représentante spéciale de la France pour la dimension économique, culturelle, commerciale, éducative et environnementale du processus de paix au Proche-Orient, Valérie HOFFENBERG, a été blessée et hospitalisée à Tel-Aviv pour y subir des examens. En Israël, Michèle ALLIOT-MARIE a eu des entretiens avec le Premier ministre, Benjamin NETANYAHU, le président Shimon PERES et son homologue controversé, Avigdor LIEBERMAN. La suite de la tournée : une visite au président égyptien Hosni MOUBARAK, puis, en Jordanie, au roi ABDALLAH II. Et enfin, à Amman, elle rencontrera le président palestinien, Mahmoud ABBAS.

Nouvelles menaces d'Oussama BEN LADEN contre la France. Un enregistrement audio qui lui est attribué, diffusé par la chaîne de télévision Al Djazira, fait état de menaces directes. Le chef d'Al-Qaïda avertit la France que son engagement en Afghanistan lui « *coûtera cher* » et constitue un « *feu vert* » pour tuer les prisonniers. « *La libération de vos prisonniers des mains de nos frères est liée au retrait de vos soldats de notre pays* », dit la voix. Ce n'est pas la première fois qu'Oussama BEN LADEN s'en prend nommément à la France. Dans un message diffusé en octobre dernier, il avait déjà justifié la prise d'otages de cinq Français au Sahel, exigeant le retrait des troupes françaises d'Afghanistan.

Afghanistan. L'Assemblée issue des législatives contestées sera finalement convoquée le 22 février. Le président KARZAÏ laisse ainsi le temps au tribunal spécial d'examiner le lourd contentieux électoral. 400 plaintes ont été reçues.

Lutte contre le blanchiment au Vatican. Le pape Benoît XVI a nommé le cardinal Attilio NICORA à la tête de l'Autorité financière destinée à lutter contre le blanchiment d'argent sale, et à se mettre en conformité avec les normes internationales. Le prélat, qui a un mandat de cinq ans éventuellement renouvelable, est à la tête d'un conseil de direction composé de quatre membres, qui ont également été désignés par le pape.

EUROPE

Le tournant est un peu serré. La Hongrie va prendre la présidence tournante de l'UE pour 6 mois. Son Premier ministre, Viktor ORBAN, venu présenter ses priorités, a vécu une confrontation musclée avec les parlementaires européens. Il a été accueilli par des bâillons et des « Unes » blanches de journaux hongrois portant la mention « *censuré* », brandies par les membres du groupe écologiste en signe de protestation. M. ORBAN a conseillé aux eurodéputés de ne pas mélanger la politique intérieure hongroise avec ses priorités à la tête de l'UE. « *Si vous mélangez les deux, je suis évidemment prêt à me battre, mais vous devez réaliser que cela ne portera pas uniquement atteinte à la Hongrie, mais à l'UE dans son ensemble* », a-t-il ajouté.

L'accès aux soins plus facile. Une directive devrait permettre aux patients européens, d'ici 2013, de se faire soigner plus facilement dans un autre Etat de l'Union. Le projet, qui a été largement approuvé par le Parlement européen, concerne les soins prévus et programmés à l'avance (ceux dispensés en urgence sont déjà pris en charge par les différents systèmes nationaux de sécurité sociale). Le principe général est que les soins reçus dans un autre Etat seront remboursés par la caisse d'assurance maladie du patient sur la base des tarifs pratiqués « *à domicile* », dans la limite des frais réellement engagés. Les malades devront pour certains soins demander une autorisation préalable, mais les députés ont obtenu de limiter strictement les critères permettant de la refuser.

La tête dans les étoiles. La Commission européenne estime à 1,9 milliard d'euros le coût de l'achèvement du programme européen de radionavigation par satellite Galileo pour la période 2014-2020. Cette somme s'ajoutera aux 3,4 milliards d'euros qui financent la première phase du programme jusqu'en 2013. Début de la mise en service à partir de 2014.

BARNIER demande des soldes sur les bonus. Alors que la saison des bonus commence, le commissaire européen Michel BARNIER a appelé le secteur bancaire à faire preuve de modération et de responsabilité. Rappelant la situation actuelle dans laquelle on demande « *beaucoup d'efforts à beaucoup de gens* » et où « *la société souffre* », le commissaire souligne que « *les banques européennes et leurs actionnaires seraient bien inspirées de ne pas oublier qu'elles font partie de l'économie et qu'elles font partie de la société* ».

Aux urnes Portugais ! Election dimanche pour une élection présidentielle sur fond de crise économique. Grand favori du scrutin, le chef de l'Etat sortant, le conservateur Anibal CAVACO SILVA, qui pourrait l'emporter dès le 1^{er} tour. Il est crédité de 60% des voix dans les sondages, contre seulement 25% pour le candidat du Parti socialiste, le poète et député Manuel ALEGRE. Un large succès serait perçu comme un rejet du bilan du Premier ministre socialiste José SOCRATES.

Irlande. Le Premier ministre, Brian COWEN, a remporté le vote de confiance organisé au sein de son parti Fianna Fail, obtenant ainsi l'assurance de rester à sa tête jusqu'aux législatives de mars.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Côte d'Ivoire : nouvel échec de la négociation. Le médiateur de l'Union africaine, Raila ODINGA, a une nouvelle fois quitté Abidjan sur un échec et regretté que le président sortant, Laurent GBAGBO, n'honore toujours pas sa promesse de lever le blocus du camp OUATTARA. En réponse, le ministre des Affaires étrangères du camp GBAGBO a déclaré que M. ODINGA, avait « *failli à sa mission* » et qu'il était « *récusé* » comme médiateur. De son côté, M. OUATTARA affirme que « *tout est en train d'être mis en place. L'intervention militaire est déjà prévue, organisée. Elle sera programmée. J'ai parlé avec le président nigérian Goodluck JONATHAN, il m'a assuré de sa détermination* », indique-t-il. Le Conseil de sécurité a voté l'envoi de 2.000 hommes supplémentaires.

Haïti : ça se complique encore. Le Conseil électoral haïtien a entrouvert la porte à une révision des résultats contestés de l'élection présidentielle, indiquant qu'il prendrait « *en considération* » une

révision des résultats du 1^{er} tour en fonction des contestations qu'il recevra. Quant à Baby doc, la justice l'a inculpé de corruption, de détournement de fonds publics et d'association de malfaiteurs, commis sous sa présidence (1971-86). 4 plaintes pour crimes contre l'humanité ont été déposées. Malgré cela, Jean-Claude DUVALIER entend rester « *pour toujours* » en Haïti où il compte refaire de la politique. Ça tombe bien, car la justice lui interdit dorénavant de quitter le territoire.

OBAMA sera candidat. « *Je pense qu'il est probable que cela se produira, évidemment* », a indiqué le porte-parole de M. OBAMA, Robert GIBBS, après la publication d'informations par des médias américains, sur une refonte de l'équipe présidentielle en vue d'une campagne électorale. Pour la 1^{ère} fois depuis la mi-2009, la cote de popularité du président est passée au-dessus des 50%, selon un sondage Wall Street Journal-NBC : 53% des personnes approuvent l'action du président (+8).

POLITIQUE INTÉRIEURE

Regroupement au centre. Le Parti radical valoisien et le Nouveau Centre ont fait un nouveau pas en direction, sinon d'une réunification, du moins d'un rapprochement des forces centristes. Jean-Louis BORLOO et Hervé MORIN avaient indiqué vouloir créer une confédération centriste de partis indépendants pour travailler ensemble à l'élaboration d'un projet politique pour 2012. Les Radicaux organisent un congrès extraordinaire à Paris les 14 et 15 mai prochains. De son côté, le Nouveau Centre, auquel vient de se rattacher Alternative Libérale, a affirmé sa volonté de participer au rassemblement de la famille centriste dans une confédération de partis indépendants ayant vocation à présenter un candidat en 2012, dans une motion qui sera soumise ce samedi au vote des adhérents.

Regroupement des têtes pensantes. L'UMP a inauguré son « *conseil de think tanks* » constitué d'une trentaine de clubs associés ou partenaires de l'UMP, qui devront cogiter pour présenter cet automne le projet présidentiel de 2012. Le ministre de l'Agriculture, Bruno LE MAIRE, responsable du projet, devra en faire la synthèse. 3 thèmes-pivots, selon Valérie ROSSO-DEBORD, qui épaulera M. LE MAIRE : « *le lien entre la République et l'exercice des cultes, notamment musulman, la justice sociale et la fiscalité, ainsi que la compétitivité et le temps de travail* ».

ROYAL parle aux ouvriers. Ségolène ROYAL, candidate aux primaires du PS, a lancé sa campagne pour les primaires socialistes dans le Pas-de-Calais. Elle souhaitait « *s'adresser à la France des ouvriers* » pour renouer avec l'électorat historique de la gauche.

AUBRY en Haute-Normandie. De son côté, la Première secrétaire du PS a répété que l'emploi devait être « *la priorité des priorités* ». Interrogée sur le déplacement de Mme ROYAL dans le Pas-de-Calais, Mme AUBRY a estimé que c'était « *un beau symbole d'aller là où beaucoup d'hommes et de femmes ont l'impression d'avoir été abandonnés, humiliés, par la politique injuste de Nicolas SARKOZY* ». A ses côtés, Laurent FABIUS a estimé que convaincre les classes populaires était « *un énorme enjeu* » et a assuré que le PS allait « *dynamiser la production française* ».

MELANCHON, candidat. « *Je souhaite être le candidat du Front de gauche* » a-t-il annoncé, officialisant ainsi sa candidature à la présidentielle. MELANCHON proposera sa candidature à « *ses partenaires* », notamment le Parti communiste et aux autres formations, comme le NPA. Les militants du PCF, membres du Front de gauche, devront se prononcer sur leur soutien face aux candidats PCF déjà annoncés, comme les deux députés communistes : André CHASSAIGNE et André GERIN.

Une Saint-Valentin prometteuse... et inédite. Débat public MELANCHON-LE PEN. Jean-Luc MELANCHON a annoncé qu'il acceptait un débat public face à Marine LE PEN. Ce sera le 14 février prochain, de 8h30 à 9h30 sur RMC et BFMTV. Rappelons que, sans surprise, Marien LE PEN a en effet pris la place de son père le week end dernier, à la présidence du Front national.

DATI légitime ? Le maire (UMP) du VII^{ème} arrondissement de Paris Rachida DATI a jugé « *évidente* » sa légitimité à être investie dans la 2^{ème} circonscription de la capitale pour les élections législatives de 2012. « *Ça serait bien la 1^{ère} fois que le maire du VII^{ème} arrondissement ne serait pas investi dans sa circonscription* ». Et si François FILLON se présentait dans cette circonscription ? Elle répond que ce dernier ne s'était jamais exprimé sur le sujet.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Simplification du droit. 2^{ème} lecture. Les députés ont retoqué un certain nombre de modifications voulues par le Sénat. A noter la suppression du droit d'accès aux listes électorales accordé aux sénateurs de Français de l'étranger.

Sénat

LOPSSI 2 revient au Sénat. En deuxième lecture, l'Assemblée nationale avait gommé les modifications apportées par le Sénat et avait même durci le texte. En séance, les sénateurs ont confirmé la plupart des modifications adoptées la semaine dernière en commission des Lois. « *La commission des Lois a des convictions fortes et je les partage* », a déclaré le président (UMP) du Sénat, Gérard LARCHER, en adressant ses vœux aux sénateurs en marge du débat.

Initiative parlementaire. A noter la proposition de loi du sénateur PORTELLI, traduction législative d'un rapport relatif aux sondages, qui dressait un bilan défavorable de l'état du droit actuel. Regrettant le défaut de sincérité des sondages à caractère électoral, et plus généralement, politique, le parlementaire relève que les obligations d'information de la population et des médias sur les conditions d'élaboration de ces sondages sont trop limitées ; enfin, il apparaît que la commission des sondages dispose aujourd'hui de moyens d'action limités pour imposer le respect de cette législation.

CONSEIL DES MINISTRES

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n°2010-1307 du 28 octobre 2010 relative à la partie législative du code des transports.

Ordonnances. Conditions dans lesquelles certains actes peuvent être réalisés par des personnes n'ayant pas la qualité de vétérinaire. / Code minier.

Communications. Les conséquences à tirer pour les transports des récentes intempéries. / La lutte contre le décrochage scolaire. / L'autonomie des universités.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

700 millions de chinois et croît, et croît, et croît... le trafic aérien. Dans les 10 ans, le nombre de passagers aériens passera de 260 aujourd'hui à 700 millions. Il faudra 4.400 avions de plus en 20 ans. Impossible de répondre à la demande pour Airbus et Boeing réunis. Il faudra un 3^{ème} constructeur et il sera chinois, prédisent les responsables de « Comac » l'avionneur chinois.

Internet est surtout mobile. Préférence chinoise. Sur 457 millions d'utilisateurs Internet, 303 millions le sont sur téléphone mobile.

Le cuivre vaut de l'or. La tonne de cuivre frôle les 10.000 dollars : la demande dépasse l'offre. La production ne suit plus la demande qui a été de 19 millions en 2010. Elle sera de 500.000 de plus en 2011 selon les prévisions.

Le Venezuela le plus gros ? C'est ce qu'affirme le ministre vénézuélien du pétrole Rafael RAMIREZ en déclarant que son pays était à présent le plus gros détenteur de réserves de pétrole : 297 milliards de barils certifiés. Il s'agit surtout de la région de l'Orenoque riche en pétrole lourd et extra-lourd. Jusqu'ici c'était l'Arabie saoudite avec 266 milliards de barils prouvés, selon l'OPEP. Ryad est le plus gros producteur – exportateur.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le Quai selon Michèle ALLIOT-MARIE. Présentant ses vœux à la presse, le ministre d'Etat a souhaité que le Quai d'Orsay s'affirme comme un « *pôle d'expertise* ». Mme ALLIOT-MARIE a indiqué qu'elle ne laisserait pas les intérêts « *comptables* » l'emporter sur l'intérêt de la France et son influence. Pour ce faire, Mme ALLIOT-MARIE souhaite faciliter les détachements de diplomates auprès des entreprises et leur mobilité auprès des collectivités territoriales. Le ministre d'Etat souhaite aussi qu'un dialogue structuré s'établisse entre diplomates et acteurs de la vie sociale. Toutes choses qui pourraient mener à la mise sur pied d'un Institut des hautes études diplomatiques.

Institut français. Liste des postes dans lesquels est conduite l'expérimentation du rattachement à l'Institut français du réseau culturel de la France à l'étranger, (art. 11 de la loi no 2010-873 du 27/7/10) : - *Cambodge, Chili, Danemark, Emirats arabes unis, Géorgie, Ghana, Grande-Bretagne, Inde, Koweït, Sénégal, Serbie, Singapour, Syrie.*

Assemblée des Français de l'étranger – Convocation en session plénière. Arrêté du 5 janvier 2011 portant convocation de l'assemblée plénière, du bureau, des commissions permanentes et des commissions temporaires de l'Assemblée des Français de l'étranger.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023455091&dateTexte=&categorieLien=id>

SANTÉ – SOCIÉTÉ

120.000 francs-maçons en France... C'est le nombre de membres estimé par les neuf obédiences maçonniques françaises. Elles ont donné une conférence de presse commune. Le Grand Maître du Grand Orient de France, Guy ARCIZET, a souligné leur « *volonté stratégique de se montrer ensemble* », de rappeler qu'ils sont les « *représentants d'une culture commune de la franc-maçonnerie libérale et adogmatique (...) sans visées politiciennes, mais avec une connotation politique dans le sens de l'intérêt pour la cité et le bien commun* ». Notre projet « *s'oppose à celui de la GLNF* » (Grande Loge nationale de France), a-t-il ajouté ironiquement. Il faisait référence aux dissensions apparues au sein de cette obédience dont l'actuel Grand maître François STIFANI est contesté pour ses méthodes et son comportement jugé trop personnel.

32% des victimes jeunes le sont dans des accidents liés aux transports. Il s'agit de jeunes entre 15 et 24 ans. En moyenne générale de la population, le nombre de décès est de 0,8% dans cette catégorie. Chiffres de l'Inserm sur les causes de mortalité.

VSOP et XO : haut, haut. Le chiffre d'affaire du cognac a explosé. Plus de 32% à 1,9 milliard d'Euros en 2010. Selon le Bureau national interprofessionnel du cognac. 153 Millions de bouteilles ont été expédiées. Plus gros acheteur : l'Asie. Plus gros consommateur: les Etats-unis... sans modération.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Ils font la course. Les rédactions de BFMTV, 20 Minutes et de RMC ont annoncé s'associer « *pour proposer un dispositif de sondages mensuels, produit par l'institut CSA, pour l'élection présidentielle et les élections législatives de 2012* » nommé « La Course 2012 ».

Et pourquoi pas une centrale nucléaire sous l'eau ? La fiction est en train de devenir réalité. Le chantier naval DCNS veut développer un réacteur nucléaire sous marin de petite puissance (jusqu'à 250 MW mégawatts) : un gros cylindre de 100 mètres de long pesant 12.000 tonnes, déposé à 100 mètres de profondeur au large de la côte, pourrait alimenter par un câble électrique jusqu'à 1 million de personnes en électricité, selon DCNS. Une ville comme Marseille, Brest ou la Réunion... Le projet « Flexblue » pourrait voir la réalisation dans 2 ans avec EDF, Areva et le CEA. Et, ajoute DCNS, on sait faire des sous-marins nucléaires... alors pourquoi pas ?

Mise en terre. Jusqu'à présent c'était après la mort, mais une société française a mis au point (et fait breveter) un nouveau matériau de construction en terre. Il faut mélanger la terre avec de liants (fibre végétale ciment, chaux). Ce nouveau béton écologique est coulé par vibration dans un coffrage. On monte ainsi des murs trois fois plus isolants que le béton. Certes deux fois moins solide mais on compense en doublant l'épaisseur de mur. Et Le coût de revient est nettement moins élevé.

CARNET

Nominations

Philippe ERRERA, ambassadeur, représentant permanent de la France au Conseil de l'OTAN.

Affaires européennes : Fabrice ROBERT, Directeur adjoint du cabinet, Enguerrand DELANNOY, Conseiller.

Relations avec le Parlement : Denis GABRIEL, chef de cab. ; Rémy MARCIN, conseiller auprès du ministre ; Valérie BAROTH, conseillère presse et communication ; Véronique BORSA, chargée de mission.

Jérôme FILIPPINI, est nommé adjoint au Secrétaire général du Gouvernement.

François DELAFOSSE, vice-président de la Commission nationale des comptes de campagne.

Jean-Marie BOCKEL, ancien ministre, sénateur, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.

Philippe WEIL, nommé Président de l'OFCE, l'observatoire français des conjonctures économiques. Il y remplace Jean-Paul FITOUSSI.

Yves FOUCHET, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Ile-de-France.

Jean-Paul CLUZEL, nommé président de l'Etablissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur** : le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité** : l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel** : +33 1 42 34 26 87. **Fax** : +33 1 42 34 42 08. **Mail** : r.delpicchia@senat.fr